

Halte aux expulsions !



- ▶ **Avec la fin de la trêve hivernale, les expulsions vont reprendre et mettre de nombreuses familles à la rue dès le 1er avril.**
- ▶ En 2015, les expulsions qui ont reçues le concours de la force publique ont explosé, avec une augmentation inédite de 24%. Ainsi 14 363 familles ont été expulsées de leur logement. Comment ne pas être révolté par cette pratique lorsque l'on sait, en plus, que ce chiffre est loin de représenter le nombre de ceux qui sont jetés à la rue. En effet la plupart des expulsions se font sans intervention policière, mais sous la pression du bailleur et des huissiers.
- ▶ **Le résultat, c'est 150 000 personnes sans domicile, dont 30 000 enfants.** Et pourtant chacun le sait et le reconnaît aujourd'hui, avoir un logement conditionne l'exercice de nombreux droits. Ainsi, sans logement, difficile, voire impossible, de chercher et de trouver un emploi, impossible de fonder une famille, de se soigner, de vivre tout simplement.

Pour une France protectrice et solidaire

Dans la campagne électorale actuelle, certains candidats proposent de faciliter encore les procédures d'expulsions, laissant entendre que les locataires qui se retrouvent à la rue sont fautifs. Face à cette entreprise de culpabilisation, il faut rappeler les faits : 47% des impayés ont pour origine une perte d'emploi, 15% une perte de revenus suite à un divorce et 9% un problème de santé ou un accident.

Aussi nous soutenons les actions entreprises par les associations humanitaires et de locataires qui interpellent les pouvoirs publics en leur demandant un moratoire contre les expulsions.

Dans tout le pays, les militant-e-s communistes participent à des actions pour empêcher une expulsion locative avec les associations de terrain, les habitants, les élu-e-s. Depuis plusieurs années, de nombreux maires communistes prennent des arrêtés interdisant les expulsions locatives des familles en difficulté, mais ceux-ci sont à chaque fois annulés.

Dans notre programme « LA FRANCE EN COMMUN », nous proposons de construire un nouveau pacte social qui place en son cœur l'humain d'abord. Dans cette perspective nous proposons de mettre en place un ensemble de mesures qui permette le mieux vivre pour tous.

♦ Pour un Plan de mobilisation en faveur du logement

- Création d'un service public national et décentralisé du logement, de l'habitat et de la ville
- Création d'un pôle public de la construction avec une agence foncière nationale et le soutien d'un pôle public financier.
- Construction de 200 000 logements sociaux par an.
- Renforcement de la loi SRU avec le passage à 30 % de l'obligation de logement sociaux en zone urbaine.
- Aide à la pierre, financée par l'État, à hauteur de 40 % du coûts de construction.
- Renforcement de l'encadrement des loyers avec l'objectif que le montant du loyer et des charges ne dépassent pas 20 % du budget des familles.
- Revalorisation des Aides Personnalisées au Logement.
- Suppression de la caution dans le parc privé.

2017, L'humain d'abord !

PCF
Parti communiste français

MEMBRE DU

**FRONT
DE GAUCHE**